

BILAN DE MI-PARCOURS DE CONFINTEA 2003 :

Inventaires extensifs dans un nombre de Pays sélectionnés

LE CAMEROUN

Chapitre I :

STRUCTURES ET CADRES INSTITUTIONNELS

1.1. En ce qui concerne l'éducation des adultes pour la démocratie, la paix et la citoyenneté critique, un certain nombre de structures et de cadres institutionnels ont été mis en place au Cameroun.

Il faut rappeler qu'au plan politique, dès les années 1960, les structures de base du parti unique, l'Union Nationale Camerounaise (UNC), y étaient impliquées. Il faut dire que c'est dans le cadre du Parti que la Campagne nationale d'alphabétisation a été lancée en 1962.

Les structures officielles ont promu et fait une alphabétisation en majeure partie en langue officielle, i.e. étrangère. Ainsi, il y est plus question de la sensibilisation par les cadres, les conseillers de jeunesse et animation formés à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS), les assistants et inspecteurs des affaires sociales formés aux Ecoles Normales d'Assistance Sociale (ENAS) et l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), au respect de certains droits des opprimés, la formation des jeunes et des adultes à l'accomplissement des tâches élémentaires (puériculture, couture, broderie, hygiène, planning familial, etc.).

1.2. L'Institut de la Jeunesse et des Sports (INJS) est l'institution de formation des cadres supérieurs tandis que la Direction de la Jeunesse et de l'Animation se trouve être la direction technique du MINJES en charge de la coordination et du contrôle des activités d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

D'autres départements ministériels sont associés de près ou de loin à cette forme d'éducation. Il s'agit du Ministère de la Condition Féminine (MINCOF), du Ministère des Affaires Sociales (MINAS), du Ministère de la Culture (MINCULT), du Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP), du Ministère de la Recherche Scientifique et Technique (MINREST). Ces structures centrales se déploient dans des structures décentralisées qu'il convient de citer: les Centres de Jeunesse et d'Animation, les maisons de la femme, les Centres de développement Communautaire, les centres de loisir, les villages de vacances, les foyers scolaires, les Centres d'animation universitaire, etc.

1.3. Pour asseoir le soutien institutionnel à l'éducation non-formelle et à l'alphabétisation, et pour permettre une organisation plus efficace et suivie des activités d'éducation des adultes, le Gouvernement camerounais à travers les ministères de l'Education, des Affaires Sociales, de la Jeunesse et des Sports, de la Condition Féminine, et avec l'appui de l'UNICEF, a organisé en décembre 1997 à Ngaoundéré un *Atelier national sur le Cadre conceptuel et institutionnel de l'Education non formelle*. Cet important atelier, qui regroupait tous les représentants actifs du secteur de l'éducation en incluant en bonne place les ONGs et les Associations de développement communautaire et d'éducation, a adopté un cadre conceptuel de l'Education de base non formelle au Cameroun.

Ce cadre a été revu et validé lors d'un autre atelier national tout récemment en avril 2000 à Yaoundé, avec une panoplie similaire des mêmes participants qui l'avaient élaboré. Le texte ayant résulté des travaux de Yaoundé a été soumis aux hautes autorités gouvernementales pour être signé et avoir force de loi en tant qu'un cadre conceptuel et juridique pour assurer la bonne organisation et la bonne marche des divers projets et activités d'envergure relevant de l'éducation non formelle.

Tous les acteurs tant individuels que les personnes morales comme les ONGs et même les partenaires internationaux attendent actuellement que l'Etat signe le texte juridique devant porter sur le cadre conceptuel et institutionnel de l'éducation non formelle au Cameroun.

Il n'est pas superflu de rappeler que le document validé par les experts ayant participé à l'Atelier de Yaoundé est un document émanant de la base au sens propre du terme, en ce sens que, parmi les participants, il y avait les représentants des ONGs ayant une longue

expérience de terrain sur les pratiques, les problèmes et les spécificités de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation. Ces institutions ont ainsi contribué à la production d'un texte qui reflétait autant que possible les attentes et les besoins des principaux acteurs du secteur de l'éducation des adultes.

1.4. Les activités d'éducation des adultes avaient dès le départ laissé une place moindre à une véritable implication des femmes aussi bien en tant que bénéficiaires que comme actrices dans les divers volets. Or la tendance actuelle est en train d'inverser cet état de choses: surtout dans les communautés rurales à travers les activités d'alphabétisation des adultes faites par les Comités de langues et autres groupes organisés comme les comités de développement dans les villages ; et aussi dans les centres d'alphabétisation des cases de la femme du Ministère des affaires Sociales, de la condition féminine et autres...

1.5. Il faut noter qu'il y a eu des activités d'alphabétisation en langues officielles avant l'Indépendance. Elles étaient une initiative du pouvoir colonial dont le véritable objectif était de répandre la civilisation européenne. Elle seront mises en veilleuse à cause de la lutte pour l'Indépendance.

Lors de cette forme d'éducation des adultes de la période coloniale, il s'est agi surtout la plupart du temps de donner à des commis 'indigènes' de l'Administration coloniale, des ouvriers qualifiés et quelques autres auxiliaires publics, les éléments éducatifs de base pour améliorer leur pratique professionnelle afin qu'ils secondent bien les maîtres blancs coloniaux dans les tâches à eux confiées. Il n'était ainsi pas question d'une véritable éducation de masse pour les adultes ciblant une part significative de la population avec des programmes d'enseignement, des infrastructures et des manuels appropriés.

L'idée de l'éducation des masses comme moyen d'améliorer de façon significative le niveau de vie communautaire a préoccupé le Gouvernement camerounais dès les premières années d'Indépendance. Ainsi dans les années 60, est née et lancée dans notre pays une vaste campagne d'alphabétisation de masse. Cette "Campagne nationale d'alphabétisation" fut connue entre autres sous le nom "d'école sous l'arbre" dans les zones rurales où des paysans et paysannes étaient ciblés.

L'alphabétisation a ainsi connu son plein essor au Cameroun entre 1960 et 1970.

L'entreprise de la Campagne était gérée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, à l'époque Commissariat Général à la Jeunesse, au Sports et à l'Éducation populaire. La Campagne bénéficiait du soutien matériel, financier et pédagogique de l'UNESCO. Elle a atteint son apogée entre 1966 et 1968, période pendant laquelle elle s'est généralisée. Les statistiques présentées par LELE (1987:12) permettent de décompter sur une population totale d'alors de 5 000 000 d'habitants, 7 500 centres d'alphabétisation, 4 429 animateurs et 160 000 inscrits. L'euphorie s'explique par l'optimisme né de la liberté retrouvée, ce qui se traduit par le désir d'apprendre à lire, à écrire et à compter pour jouer un rôle dans la nouvelle société camerounaise.

L'alphabétisation des masses était alors perçue comme une stratégie efficace et une solution pour résoudre les problèmes de développement. Cette approche sous-tend les activités d'alphabétisation au Cameroun pendant un peu plus longtemps au point qu'on n'est pas surpris d'entendre Elias ATANGA déclarer dans LELE (1987:149):

Nous avons adopté et continuons à croire à l'instar des autres pays aux bienfaits de l'alphabétisation fonctionnelle, utile à l'alphabétisé et rentable sur le développement économique et social de la nation.

1.6. Les problèmes environnementaux sont de plus en plus mis en exergue et l'éducation des adultes est perçue comme un moyen efficace pour sensibiliser sur les questions

environnementales. Mais aussi sur les questions importantes de santé reproductive et de démographie, surtout le contrôle de naissances. Les projets de développement locaux dans les divers villages et zones rurales, mis sur pied d'une part par le Ministère de l'environnement en partenariat avec des bailleurs extérieurs, et d'autre part le Ministère de la Santé, essaient ainsi d'intégrer dans les contenus des unités didactiques et des textes pédagogiques divers sur ces importants thèmes. Petit à petit, l'on note ainsi une plus grande conscientisation au niveau des adultes bénéficiaires sur ces importants secteurs de la vie et du développement durable.

1.7. L'on note une plus grande implication des NTIC dans les efforts d'éducation des adultes. Ainsi les ordinateurs sont de plus en plus utilisés dans les activités d'éducation des adultes, ; surtout à deux niveaux : la production des manuels pédagogiques et de la littérature variée, et la gestion des ressources.

Il n'y a pas cependant pas encore au niveau national une mise sur pied d'une structure pour permettre à la fois une démocratisation graduelle de l'implication des NTIC dans les activités d'éducation des adultes et le suivi et le maintien des acquis.

En ce qui concerne les cultures locales et les médias ; il faut noter que les radios rurales et même les stations de la radio Télévision nationale la CRTV, diffusent de plus en plus dans les langues locales, creusets séculaires des cultures locales. Les programmes en langues nationales constituent un volet non négligeable de l'éducation des adultes à travers les médias.

1.8. L'approche de l'alphabétisation fonctionnelle a supplanté l'approche traditionnelle de la Campagne nationale. Dans l'approche fonctionnelle, il est éminemment question de "s'alphabétiser pour mieux produire" et être compétitif dans le domaine socioprofessionnel caractérisé par les compressions du personnel et où, face à la mévente des produits agricoles, les adultes s'engagent à se former pour une réinsertion dans le circuit social de production, notamment des cultures vivrières et du petit élevage.

Les orientations vers l'alphabétisation fonctionnelle se sont ainsi raffermies au fil du temps quand les opérateurs de l'éducation des adultes se sont rendu compte que les adultes ciblés avaient des besoins concrets spécifiques vers lesquels il fallait orienter toute action éducative tournée vers eux si l'on voulait les intéresser pour longtemps et de façon utile.

1.9. Au courant de l'année 2002, le MINJES a lancé le Programme National d'Alphabétisation, pour répondre à l'impérieux besoin d'éducation des adultes. Il s'agit d'un vaste projet dont la mise en oeuvre nécessite une grande intervention de tous les partenaires internationaux et surtout des ONGs et organisations de la société civile sur le terrain. Ainsi les représentants de ces divers et nécessaires partenaires du MINJES dans son oeuvre d'éducation des adultes sont-ils dûment représentés dans le Comité de pilotage créé par le MINJES pour la mise en oeuvre de ce projet.

Tout en s'inscrivant dans le sillage de la 1ère Campagne Nationale d'Alphabétisation des années '60, l'actuel Programme se veut une véritable réponse du Ministère de la jeunesse pour résoudre le problème des 5 000 000 d'adultes (au sens large du terme) victimes de l'analphabétisme. La phase pilote du Programme est actuellement en cours et s'étale sur une durée de 18 mois, et cible pour cette première période 105 000 adultes des 2 sexes, avec un accent sur les femmes et jeunes filles.

Ce projet, dont le coût global est de 1 560 247 000CFA, est inscrit dans le cadre des financements par les Fonds PPTTE dans la perspective du programme du Gouvernement camerounais pour une réduction significative de la pauvreté au Cameroun.

1.10. Selon les dernières informations (MINJES: Service de l'Alphabétisation), le programme national d'alphabétisation est en profonde réforme avec la création depuis août 1990 du Comité National d'Alphabétisation (CNA), la réorganisation du MINJES avec la création des Services centraux pour la conception et le pilotage de la politique nationale du secteur de l'alphabétisation.

Le Comité national d'alphabétisation est un organe inter-institutionnel mis sur pied par le Gouvernement et placé sous l'égide du MINJES en tant que le département ministériel officiellement en charge de l'Alphabétisation. Ce Comité a pour tâches principales l'étude, la coordination et l'orientation des diverses activités d'alphabétisation au Cameroun

Chapitre 2 :

Hausse de l'investissement en éducation des adultes.

Introduction :

L'investissement en éducation des adultes a connu une hausse, même si celle-ci n'est pas facilement mesurable en données chiffrées, surtout en ce qui concerne les budgets. Au plan de la stratégie, il faut retenir que, en dehors du Ministère de la Jeunesse et des Sports qui est officiellement en charge des problèmes d'alphabétisation, d'éducation non formelle et d'éducation des adultes, 5 autres Ministères ont intégré ces activités dans leurs missions dans un souci d'efficacité et même d'équité. Ce sont le Ministère de la Santé (pour les problèmes liés à la santé), le Ministère de l'agriculture (problèmes agricoles), le Ministère de l'Administration territoriale en charge des prisons (éducation non formelle en milieu carcéral), le Ministère des affaires sociales (centres de rééducation des enfants difficiles), le Ministère de la condition féminine (Maisons de la femme).

Au plan privé, 76 comités de langue (soit une augmentation de presque 100% en 5 ans), s'activent dans l'alphabétisation et l'éducation des adultes et l'éducation non formelle à la base. Les statistiques cumulées des alphabétisés ont donné 19 380 en l'an 2000 et 21 000 en 2002. En dehors de ces comités de langues qui promeuvent une approche bilingue impliquant les langues nationales et les langues officielles, il existe une centaine d'ONGs, plus ou moins structurées et se limitant parfois au cadre d'un seul village constitué de quelques hameaux, qui s'efforcent d'enseigner aux paysans adultes la lecture et l'écriture. Cette mobilisation générale a entraîné pendant ces 5 dernières années une hausse de l'investissement de l'ordre de 100%, à en juger par le nombre de Ministères et d'ONGs impliqués.

Voici maintenant quelques détails liés aux dix thèmes retenus dans le synopsis graphique.

- 2.1. Pour ce qui est de la démocratie, la paix et la citoyenneté critique et à la faveur de l'ouverture démocratique que connaissent la plupart des pays africains, les citoyens dont la participation aux divers scrutins était une contrainte sous le régime du parti unique, prennent maintenant et librement le temps nécessaire pour s'inscrire sur les listes électorales, retirer leur carte d'électeur, aller voter et rédiger des requêtes à l'autorité compétente au cas où ils se trouvent bloqués à l'une des étapes ci-dessus. Le comité de langue Lamnso' dans la province du Nord Ouest au Cameroun et qui est membre de l'ANACLAC a déjà traduit et fait imprimer dans sa langue maternelle la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ». Ce texte est lu et commenté dans les classes d'alphabétisation au sein de la communauté.
- 2.2. Pour l'amélioration des conditions et de la qualité en éducation des adultes, la hausse de l'investissement a consisté en la formation d'un plus grand nombre d'alphabétiseurs dans les comités de langue au Cameroun, afin de rapprocher les centres d'alphabétisation des apprenants. Un tiers environ des comités de langue a multiplié par trois le nombre de ses facilitateurs et de ses centres d'alphabétisation en 5 ans. Le reste a augmenté cette capacité d'environ 50 %. En ce qui concerne la qualité, les alphabétiseurs sont mieux formés et mieux suivis dans le cadre de leur activité par des superviseurs locaux dûment formés. 70 des 76 comités de langue de l'ANACLAC dispose d'au moins 02 superviseurs locaux. Toujours pour la qualité, des auteurs sont formés et élaborent une littérature variée en langue maternelle. Cette littérature permet aux néo-alphabétisés de maintenir leur acquis et de les développer davantage.
- 2.3. La hausse des investissements touche aussi l'élaboration des livrets fonctionnels qui permettent d'allier l'alphabétisation de base et l'alphabétisation fonctionnelle. Dans

environ 35 comités de langues, il existe déjà des livrets fonctionnels dans le domaine du SIDA, de l'hygiène, des soins pour bébé, de l'agriculture et de l'élevage.

- 2.4. Les femmes et les jeunes filles s'organisent mieux et engagent leurs propres ressources dans les programmes d'alphabétisation fonctionnelle en rapport avec un domaine d'activité dans lequel elles exercent. Dans le Nord-Ouest du Cameroun, un groupe de 30 femmes environ, presque toutes au-dessus de la cinquantaine, s'est mis à élever les lapins il y a quelques années et, dans le souci de bien faire, s'est mis à apprendre à lire et à écrire la langue Kom qui leur est maternelle. Ainsi, elles ont eu un meilleur accès à l'information technique déjà disponible en LM et, surtout, ont pu tenir toutes seules leur comptabilité.
- 2.5. Dans le monde du travail, les néo-lettrés, de par la compétence nouvellement acquise, réfléchissent pour améliorer leurs techniques et méthodes de production, de conservation et de commercialisation. Ils ont tendance à se mettre à plusieurs pour réaliser ce qui, individuellement, est hors de leur portée. A Somalomo, dans l'Est Cameroun, le comité de langue local a créé une palmeraie pour pouvoir plus tard financer ses activités d'alphabétisation. Dans tous les autres domaines, les alphabétisés sont de plus en plus attentifs à l'information nouvelle pouvant les aider à s'améliorer.
- 2.6. Il va sans dire que les thèmes de l'environnement, de la santé et de l'équilibre familial constituent des centres d'intérêt de mieux en mieux compris par les alphabétisés. D'adversaires qu'ils étaient aux programmes gouvernementaux dans les domaines ci-dessus, ils sont devenus partenaires. A l'Est Cameroun, dans une vaste zone protégée classée dans les Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale (ECOFAC) soutenus par les fonds de l'Union Européenne, les 3 comités de langues situés autour et dans cette réserve ont proposé de traduire en LM les livrets qui traitent des priorités dans les différents secteurs.
- 2.7. Au niveau de la culture, sa réappropriation s'amorce de manière effective et est véhiculée dans les livrets de lecture aux cycles primaire et secondaire, dans un bulletin interne (sorte de journal) qui circule au sein de la communauté. 30 comités sur les 76 que comporte l'ANACLAC publient au moins 2 numéros (de 2 pages au moins) du bulletin interne chaque année. 20 comités ont chacun un livret de contes et/ ou d'histoire de la communauté.
- 2.8. Les groupes spéciaux s'organisent également : handicapés moteurs, malvoyants, malentendants. Ils se sont regroupés en association et se sont fédérés au niveau national. Dans leur priorité figure en bonne place la lutte contre l'analphabétisme.
- 2.9. Tout ce qui précède a effectivement un impact économique. Toutes les actions entreprises ici et là aboutissent à une amélioration de la productivité, des relations sociales et, au bout du compte, de l'existence elle-même. Cette amélioration se résume parfois à la conscience que l'on a d'avoir essayé, d'avoir osé même si rien de concluant n'a été acquis.
- 2.10. Le partenariat se développe surtout au niveau national, entre les comités de langue de la même province (le Cameroun est divisé en dix provinces) ou régions (à l'intérieur ou au-delà des provinces) selon le cas. Ceci est important parce que le savoir et le savoir-faire dont dispose une personne -ressource finissent par être communiqués à de grands

groupes. Et peu à peu, tout le monde avance.

Pour donner un exemple concret, les formateurs du comité de langue Nugunu dans la région du grand Mbam (Province de Centre) au Cameroun ont aidé le comité voisin Yambetta à former ses formateurs locaux. Ensemble, les formateurs Nugunu et Yambetta sont allés initier les formateurs locaux du comité Nomaande et ainsi de suite. C'est ce genre de synergie qui peut effectivement faire décoller l'Afrique.

Chapitre 3 :
Augmentation de la participation

L'investissement dont il a été question au chapitre 2 se réalise avec la participation de tous et de chacun, en commençant par la communauté à la base, i.e les potentiels bénéficiaires eux-mêmes. La devise à l'ANACLAC peut se résumer ainsi : initier son projet d'abord avant de crier à l'aide. Ainsi chacun paie d'abord de sa personne. Pour les cours d'alphabétisation, chaque apprenant sait que la première façon pour lui de récompenser la communauté qui s'est organisée pour lui enseigner la lecture et l'écriture est de s'investir à son tour pour enseigner à au moins une autre personne comment lire et écrire. L'apprenant sait également qu'il doit s'efforcer pour « récompenser » le bénévole qui vient l'initier une ou deux fois par semaine à la lecture et à l'écriture. Les autres structures qui s'occupent du développement au sein de la communauté savent peu à peu que l'aptitude à lire et à écrire est le premier investissement. Il est donc important qu'elles soutiennent matériellement, financièrement et moralement les efforts d'alphabétisation au sein de la communauté.

Dans le cadre de l'ANACLAC, les structures et personne-ressources interpellées sont les suivantes : les communes, les comités de développement, les parlementaires, les hommes d'affaires.

Ainsi, depuis 4 ans, au moins 10 communes au Cameroun ont appuyé financièrement et en infrastructure les actions d'alphabétisation. Une vingtaine de comités de développement apportent de l'aide aux classes d'alphabétisation, 3 députés (parlementaires) jouent un rôle central dans le fonctionnement du comité de langue de leur communauté.

Sur le plan informel, les ordres d'enseignement catholique et protestant luttent aux côtés des comités de langue depuis qu'ils ont compris que la LM devait sortir de l'église pour toucher toute la communauté.

Voici des détails liés à quelque-uns des 10 thèmes :

- 3.1. Le nombre d'apprenant a augmenté dans la communauté Lamnso' lors des séances où l'on parlait, dans la LM, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des principes de la démocratie, du contrat social dans le cadre de la vie en ville.
- 3.2. Pour augmenter le nombre de centres d'alphabétisation et rapprocher ainsi le centre de l'apprenant, certains lettrés dans la communauté Bafut au Nord-Ouest du Cameroun se sont offerts pour être formés et devenir ainsi alphabétiseurs. Pendant ce temps, d'autres alphabétiseurs, jugés plus compétents, ne se faisaient pas prier pour subir une nouvelle formation et devenir superviseurs d'une poignée d'alphabétiseurs. Dans au moins dix comités de langue, les cours d'alphabétisation ont lieu, non pas dans une école ou à la chefferie ou une case communautaire, mais dans une case particulière que le propriétaire a offerte comme étant sa participation à l'effort commun pour alphabétiser la communauté.
- 3.3. RAS (Rien à signaler)
- 3.4. De plus en plus de femmes et de jeunes filles déjà regroupées autour d'idéaux socio-économiques et culturels participent à l'effort d'alphabétisation au village en s'alphabétisant. Dans une dizaine de comités de langue, ces groupes ont même dû envoyer un de leur membre apprendre à lire et à écrire pour revenir leur transmettre les mêmes aptitudes.
- 3.5. Dans le monde du travail, la notion de productivité intéresse de plus en plus les acteurs. Des livrets ont été élaborés sur la tomate, sur la conservation des céréales, le miel, les abeilles,

les choux, les melons etc. Mais qui plus est, les comités de langue se disposent à rassembler au sein de leurs communautés respectives l'expérience de tous ceux qui travaillent dans certains domaines (exemple : la fabrication du gari à partir du manioc) pour en faire un livret et divulguer ainsi cette précieuse connaissance.

3.6. Dans le domaine de la santé, la pharmacopée basée sur les plantes médicinales reprend ses droits. Sur le plan pratique, les comités sont encouragés à répertorier les recettes et à les mettre par écrit.

3.7 . A propos des médias, plus de 30 % des comités publient un bulletin d'information de 2 pages au moins, une ou plusieurs fois par an. Ce bulletin est très utile dans les classes d'alphabétisation. Pour les NTIC, l'usage de l'ordinateur devient peu à peu courant au sein des comités. Une vingtaine de comité de langue dispose d'un ordinateur et d'un personnel formé à son utilisation.

3.8. RAS

3.9 voir 2.9

3.10. voir 2.10.

Chapitre IV :

ETUDES SCIENTIFIQUES SUR L'EDUCATION DES ADULTES

Introduction :

La recherche en éducation des adultes a été productive mais relativement insuffisante par rapport aux besoins. Elle l'a été surtout par l'acharnement des chercheurs et des institutions spécialisées telles que la SIL. D'où de nombreuses difficultés que TADADJEU(1987:44-47) regroupe en 3 ordres :

- Les difficultés propres à la recherche du fait du non-engagement des structures compétentes de l'État
- Les difficultés des praticiens officiels du fait d'une méconnaissance du rôle de la recherche, doublée d'un mépris des compétences nationales, de la différence d'attitude au sujet des langues nationales
- Les difficultés relevant de la collaboration entre les chercheurs et les praticiens. Il s'est toujours agi d'une collaboration à sens unique où les chercheurs s'évertuaient à convaincre les praticiens officiels sans qu'une attitude en retour ait été possible.

4.2. Bien avant l'organisation à Dakar en 1982 par l'ACCT du Colloque sur le thème : "Universités, Alphabétisation et Éducation des Adultes", dont l'une des recommandations allait dans le sens de *l'incitation des États membres à mettre sur pied dans leurs universités les filières de formation en cadres supérieurs de l'alphabétisation*, le Cameroun s'était déjà engagé dans cette option. Aussi la formation à l'INJS des Conseillers de Jeunesse et d'Animation spécialistes en éducation extra-scolaire de la Jeunesse et en éducation des adultes en est assez illustrative.

Mais il faudrait plutôt parler d'une prise de conscience de l'importance de la recherche au début des années 80 caractérisée par la relance de l'alphabétisation à partir de 1983 par le résultat d'une mission de consultation confiée à un expert de l'UNESCO, A. LIZARZABURU.

On verra aussi le MINJES travailler de concert avec la Société Internationale de Linguistique (SIL) présente au Cameroun, à l'effet de définir un cadre scientifique à l'alphabétisation en l'inscrivant dans le sillage de l'éducation extra-scolaire ou l'animation afin d'en utiliser les concepts, les instruments et les structures de fonctionnement. Ce partenariat scientifique permet de passer l'alphabétisation au prisme des paramètres de l'éducation extra-scolaire dans la perspective de l'évaluation de la dernière Campagne nationale et de l'organisation de l'éducation non-formelle des adultes dans des centres viables et dans une langue au choix de l'apprenant

4.3. L'alphabétisation, forme d'éducation extra-scolaire, est pratiquée dans un environnement différent de celui de l'éducation scolaire classique. Elle se pratique selon une approche pédagogique tout aussi différente. Parce que ses principaux clients se recrutent au sein des personnes n'ayant jamais frappé aux portes de l'école formelle et des déperdu(e)s scolaires, elle se conforme aux méthodes pédagogiques dites non directives, généralement développées dans le cadre des approches dites participatives et des sciences de l'animation éducative.

L'alphabétisation en général se veut toujours fonctionnelle. Elle cherche à se définir comme une "formation-développement" parce que tendant à construire des programmes de formation sur mesure, à la carte, ou individualisée, répondant à des besoins locaux précis. Elle s'est fondée sur une approche pédagogique dite "pédagogie personnalisée" qui est une approche pédagogique dans laquelle le formateur est un facilitateur qui *'intervient pour augmenter l'information du stagiaire sur sa propre personne. Sa spécificité réside dans la prise en charge ce stagiaire du contenu de sa formation (LELE 1987: 94)*

- 4.4.** Des recherches spécifiques sur le rôle et la place des femmes dans les activités d'éducation des adultes ont démontré entre autres a) que les femmes constituent la majorité des personnes ayant un urgent besoin d'éducation et b) qu'elles sont largement sous-représentées dans les acteurs et actrices de l'offre même d'éducation. Ce qui contribue à accentuer leur marginalisation. Pourtant il est bien avéré que la femme en tant qu'elle est la mère, est par essence la première éducatrice et que les actions d'éducation qui cibleraient les femmes ont les plus grandes chances de faire un plus grand impact social par le phénomène de l'effet de multiplication des personnes qui seront touchées. La question du genre qui est liée à la place et implication des femmes dans toutes les actions sociales, aborde dans le volet éducation, les différentes stratégies pour d'abord lutter contre la discrimination contre les femmes, et favoriser une plus grande présence et place des femmes dans tout ce qui touche l'éducation. Ainsi, sous l'égide de l'UNICEF, des recherches ont ainsi permis de ressortir par exemple dans les manuels scolaires les contenus discriminants vis-à-vis des femmes et de la jeune fille.
- 4.5.** Les recherches actuelles vont dans le sens de la conception d'un modèle d'alphabétisation spécifique au Cameroun. Il est question d'aboutir à un programme qui, sur l'aspect de la langue, est l'inversion du processus de l'ancienne "école sous l'arbre". Ce modèle pédagogique vise globalement à impliquer davantage les apprenants et partant, les communautés, dans une approche progressant de la langue nationale vers l'ouverture de l'alphabétisé(e) au monde par l'une ou l'autre des langues officielles. Elle se donne pour objectif, pour reprendre les termes de NTEBE cité par NTSAFACK (1987:112), de contribuer à: *sensibiliser, à conscientiser, à mobiliser et organiser les populations pour les amener à se prendre en charge de manière graduelle et permanente en vue d'améliorer leurs conditions de vie.* En somme, la primeur est accordée à la conscientisation et à la responsabilisation des communautés et à la fonctionnalité des objectifs pédagogiques.
- 4.6.** En ce qui concerne l'éducation des adultes par rapport aux thèmes pertinents comme l'environnement, la santé et la population, il s'agit au plan pratique des contenus des matériels éducatifs et des documents liés à l'éducation des adultes pour la lecture, la promotion, les informations, le développement et autres. S'il est important de savoir pourquoi il faut alphabétiser, il est tout aussi important de produire du matériel et des documents pour entretenir l'alphabétisation et l'alphabétisé. A cet effet, il faut oeuvrer pour que ces documents existent et en quantité suffisante. La littérature fonctionnelle couvre les oeuvres, les affiches d'information, les calendriers et autres documents et livrets contenant des informations pratiques pour le monde rural et les apprenants qui ont des problèmes quotidiens à résoudre qui dans son champ, qui dans son petit élevage, les femmes avec l'hygiène de base et la santé des enfants... Il est important de noter que cette littérature existe et que son contenu couvre les thèmes pertinents pour les adultes ciblés.
- 4.7.** Des projets spécifiques de recherche sur les NTIC dans l'éducation des adultes n'ont pas encore été publiés. Le seul changement notable est l'accroissement de l'utilisation des NTIC dans les diverses activités d'éducation des adultes comme noté dans les chapitres précédents.
- 4.8.** Des programmes spécifiques ciblant les groupes au besoins spéciaux tels les handicapés ou encore les populations nomades dans les régions du Grand Nord du pays existent. Ils sont

entre autres le résultat de recherche faites par des ONGs actifs dans les zones concernées et/ou avec les groupes concernés qui se sont préoccupés de fournir à leurs groupes bénéficiaires une éducation adaptée à leurs besoins et capables de véritablement faire impact sur leurs conditions de vie.

4.9. Le soutien des organismes internationaux est visible dans le domaine de l’alphabétisation. Nous avons parlé de celui de l’UNESCO en faveur de la Campagne Nationale des années 60. Mais ce qui nous semble plus pertinent réside dans le fait que ces organismes ont souvent été en amont d’un vaste effort de conception et de théorisation sur le sujet. Nous pouvons citer à titre illustratif les résultats présentés dans les Actes du Séminaire International sur l’Alphabétisation tenu à Buéa en 1985.

Il est aussi intéressant de rappeler le Colloque organisé à Dakar du 17 au 20 mai 1982 sur le thème “Les Universités Francophones des Pays en Développement et la Lutte contre l’Analphabétisme” par l’Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), colloque auquel le Cameroun était représenté. Des recommandations y ont été faites aux Universités des pays membres sur le rôle qui était le leur tant au niveau de la recherche qu’à celui de l’expérimentation des formules éducatives nouvelles permettant de donner à l’ensemble des populations non touchées par l’école dite traditionnelle, un minimum d’éducation de base, à commencer par la possibilité de lire, écrire et calculer dans leur première langue, à savoir celle maternelle. Les commissions de travail constituées à cet effet, chargées l’une de proposer les domaines de recherche en alphabétisation, les stratégies et les modalités d’action, et l’autre de la mise en place de nouvelles filières de formation dans les Universités de cadres supérieurs en la matière, ont pu faire des suggestions concrètes.

4.10. Au Département des Langues africaines et Linguistique de l’Université de Yaoundé, l’alphabétisation et la Linguistique appliquée en général étaient encore à un stade embryonnaire au début de la décennie 80. Aussi, Maurice TADADJEU, un des enseignants et responsables de ce département universitaire intervenant dans le cadre du Séminaire sus-évoqué, pouvait-il affirmer qu’ *« ...Il y a 10 ans, la recherche sur l’alphabétisation était pratiquement inconnue du milieu universitaire camerounais. Le Département de linguistique de l’Université de Yaoundé n’était que très indirectement lié par le biais de l’intérêt privé de quelques enseignants, intéressés à ce domaine.*

Cependant que, dans la même période naît à l’Université de Yaoundé le Projet de Recherche Opérationnelle pour l’Enseignement des Langues Camerounaises (PROPELCA) dont les théories ont influencé la pratique de l’alphabétisation en permettant l’expérimentation de la complémentarité entre la langue officielle et la langue nationale en la matière, dans le cadre expérimental initial des langues telles que le Lamnso', l’Ewondo, le Duala... Le PROPELCA a aussi soutenu la production d’un ouvrage technique et pédagogique pour promouvoir les activités d’alphabétisation: le *Guide pour l’Alphabétisation en Langue Africaines* rédigé par deux linguistes chevronnées, Olive SHELL et Ursula WIESEMANN.

De nos jours, il est à mettre à l’actif de l’Université de Yaoundé I, en l’occurrence le Département des langues africaines et linguistique, d’avoir su intégrer dans ses filières de formation en langues africaines et linguistique des modules d’alphabétisation. C’est la preuve, s’il en faut encore, que les enseignants s’y intéressent officiellement et des étudiants en font des sujets d’articles, de mémoires et de thèses.

Chapitre 5 :

Éducateurs et mentors pour adultes : statuts et formation

5.0. Introduction

5.0.1. Statistiques sur les différentes catégories d'éducateurs et mentors

Les éducateurs et mentors sont généralement classés en deux grandes catégories : les permanents et les temporaires. Les permanents sont ceux engagés par les structures au niveau local et national pour mener les activités. Les coordinateurs des programmes et superviseurs locaux sont permanents. Par contre, le personnel administratif, les facilitateurs (moniteurs) sont pour la plupart temporaires. Le nombre de personnel permanent est presque toujours limité et les salaires varient selon les structures. La formation est annuelle et va de deux à trois ans. Chaque structure forme son personnel dans le cadre de ses programmes mais il existe certaines formations conjointement organisées par les institutions locales telles que « Découvre Ta Langue » et Data Collection and Organisation (DACO).

5.0.2. Statistiques des personnes formées

Les trois institutions – SIL-Cameroun, ANACLAC et CABTAL forment régulièrement les personnels d'alphabétisation.

5.0.2.1. La SIL-Cameroun

Au niveau national, la SIL organise plusieurs types de stages de formations axés sur le besoins d'alphabétisation. En 2001, elle a organisé une série de formations.

- a) Séminaire sur la lexicographie (30 avril au 11 mai 2001): 23 participants venant de 14 communautés.
- b) Collecte et Organisation des données (13 au 24 août 2001): 9 participants provenant de 4 langues.
- c) Atelier sur le Discours Narratif pour les Traducteurs en Langues Maternelles (8 au 19 octobre 2001): 19 participants représentant 6 groupes linguistiques.
- d) Supervision des Programmes d'Alphabétisation (15 au 26 janvier 2001): 27 participants représentant 13 langues.
- e) Formation pour la promotion des Saintes Ecritures Traduites et Alphabétisation (STEPS +LII) (3 au 14 septembre 2001): 20 participants venant de 9 langues.

Tableau récapitulatif

Formation	No de langues	No de participants
Lexicographie	14	23
Collecte et Organisation des données	4	9
Discours Narratif et Traducteurs en LM	6	19
Supervision des Programmes d'Alphabétisation	13	27
STEPS + LII	9	20
TOTAL		98

Au niveau local, c'est-à-dire dans le cadre de certaines langues, la SIL-Cameroun organise un certain nombre de stages de formation. Le tableau ci-dessous présente les résultats des stages locaux organisés en 2001.

Cours	Nombre
Formation des moniteurs	18
Formation des superviseurs	2
Formation en traduction	10
Atelier pour écrivains	3
Initiation à l'informatique	3
TOTAL	35

5.0.2.2. L' ANACLAC

Les activités de formation de l'ANACLAC sont axées sur trois plans: la formation des maîtres d'écoles primaire et des enseignants du secondaire, la formation des auteurs et la formation interne des membres des comités de langues. Elle bénéficie en cela de l'expérience menée depuis 1982 par le PROPELCA (Programme Opérationnel pour l'Enseignement des Langues au Cameroun). Ce programme a réussi au cours des deux décennies à recentrer le débat sur la question de l'enseignement des langues nationales dans le système éducatif. A ce jour, la réflexion et les expériences pratiques réussies des salles de classes ont aidé l'Etat Camerounais à forger les instruments juridiques de mise en œuvre de l'utilisation des langues nationales – la Constitution révisée de janvier 1996, la loi d'orientation de l'éducation nationales de 1998 et enfin le décret présidentiel du 4 janvier 2002 portant entre autres sur la création des Inspections Pédagogiques Provinciales en charge des langues nationales sont les principaux outils qui constituent le cadre légal d'enseignement des langues nationales.

a) La formation des maîtres et enseignants du secondaire

Cette formation est annuelle et se déroule en période de grandes vacances, c'est-à-dire de juin à septembre. Le but est de transmettre aux enseignants les connaissances dans l'enseignement complémentaire langue maternelle/langue officielle. Elle dure deux semaine mais le programme complet a une durée de trois ans. Voici ci-dessous présentées des informations relatives à l'année 2002.

Statistiques stage de formation des maîtres PROPELCA (2002)

Dates	Lieu	Langues	Nombre de participants
24 Juin – 7 Juillet	Kumbo, Jakiri, Tatum, Mbiame	Lamnso, Oku, Nooni	184
24 Juin – 7 Juillet	Elat Oku	Oku	21
24 Juin – 7 Juillet	Lassin	Noni	16
19 – 31 Août 2002	Mbengwi	Meta	11
1 – 15 Juillet	Agyati, Mambu	Bafut, Meta, Aghem, Nkwen	52
1 – 15 Juillet	Bertoua	Kako, Koozime, Mekaa	09
15 – 29 Juillet	Mamfe	Akoose, Denya, Kenyang, Ejagham	07
15 – 29 Juillet	Bangangte	Medumba	17
15 – 29 Juillet	Bandjoun	Ghomala	50
15 – 29 Juillet	Ndu, Nwangri, Binka	Limum	27

8 – 21 Juillet	Belo, Anyajua, Njinikom, Fundong, Aduk	Kom	33
21 July – 4 Août	Mbalmayo	Ewonwo, Bulu	21
29 Juillet – 11 Août	Ngaoundere	Fulfulde, Dii, Guidar, Mambila, Tikar	64
15 – 29 Août	Melong 1	Duala, Fe'efe'e	12
15 – 29 Août	Edea	Duala	23
29 Juillet – 12 Août	Dschang	Yemba, Ngiemboon	25
19 – 29 Août	Melong 11	Fe'efe'e, Ghomala, Medumba, Ngiemboon	40
19 Août – 2 Sept.	Maroua, Mokolo	Fulfulde, Guiziga, Mofu-North, Mofu-South, Podoko, Mafa	47
19 Août. – 2 Sept.	Mokolo	Mafa	42
Total	29	38 langues	633

A l'heure actuelle (2003), il faut noter que plus de 3000 maîtres d'écoles primaires ont été formés ainsi que plus de 300 professeurs de l'enseignement secondaire.

b) Formation des auteurs locaux en langues nationales

L'ANACLAC fait aussi de la formation des auteurs locaux en langues nationales une priorité. Pour construire une culture de lecture et l'écriture en langues nationales, il est nécessaire pour les communautés concernées, d'acquérir des capacités adéquates pour la production autonome de matériels didactiques et fonctionnels d'alphabétisation. La fréquence d'organisation des stages d'auteurs est déterminée par les besoins exprimés par les communautés et par leur niveau de développement écrit. Néanmoins, la fréquence est d'au moins un stage de formation d'auteurs par an.

Statistiques du stage d'auteurs de Mamfe (avril 2003)

	Langue	Nombre des participants
1.	Kenyang	2
2.	Denya	2
3.	Akoose	3
4.	Ejagham	2
5.	Oroko	2
Total		11

c) Formation interne des comités

Les stages internes sont organisés par les comités de langues eux-mêmes mais avec l'appui permanent de l'ANACLAC en matière des ressources financières, humaines et matérielles. En 2001, 10 stages internes ont été organisés dans 10 communautés. En voici les statistiques:

Comité de langue	Date et durée de la formation	Nombres de participants		Total
		Hommes	Femmes	
Akoose	Jan. 2001			29
Bankon	Août 2001 (4 jours)	21	03	24
Duala	Août 2001 (6 jours)	12	04	16
Ghomala'	Avril 2001 4 jours)			07
Kako	Jan 2001 (2 jours)	11		11

Koozime	Mai et Sept. 2001	24		24
Lamnso'	Jan. 2001	33	25	58
Kom	Jan. 2001		30	30
Medumba	Avril 2001			19
Total		101	62	163

5.0.3.2. La rémunération des alphabétiseurs

Les catégories des personnels utilisés ainsi que leurs salaires ou rémunérations varient d'une structure à l'autre. A la SIL-Cameroun, les superviseurs locaux d'alphabétisation reçoivent une rémunération de 10.000 F CFA par mois. A l'ANACLAC les superviseurs locaux ont une rémunération de 25.000 F CFA par mois. Mais il faut noter ici que cette rémunération vaut pour une activité permanente liée à des projets spécifiques de courte durée. Les facilitateurs par contre dépendent des dons et cadeaux et parfois sont soutenus par les apprenants. Pendant la période 1998-2002, l'ANACLAC a engagé 45 superviseurs locaux dans 38 langues. En ce qui concerne la CABTAL, on peut distinguer deux types de personnels. Il y a les coordonnateurs des projets qui sont les employés permanent inscrits à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale et les facilitateurs. Les coordonnateurs des projets ont des salaires alors les facilitateurs reçoivent environ 15.000 F CFA par mois. Dans le cadre de l'église et plus particulièrement dans le cas de l'Eglise Evangélique Luthérienne de Cameroun (EELC), on a les animateurs régionaux par communauté linguistique. Ces animateurs perçoivent une rémunération de 5.000 F CFA par mois. Les moniteurs de leur part reçoivent entre 1000 et 1500 F CFA par mois. Généralement, il faut dire que les activités des moniteurs ou facilitateurs sont fondées essentiellement sur le bénévolat.

Evaluation

5.1. Education des adultes: démocratie, paix et citoyenneté critique

L'Education des adultes a contribué de manière significative au processus de la promotion de la démocratie, la paix et la citoyenneté critique au Cameroun. L'impact créé ne se sent pas sur le plan politique proprement dit mais plutôt au plan de la prise des décisions indépendantes et de la promotion de la cohabitation paisible entre communautés linguistiques. A travers les structures de promotion et leur programmes d'alphabétisation, les communautés locales au Cameroun commencent peu à peu à s'impliquer dans la prise des décisions qui déterminent leur propre existence. Déjà, ces communautés font le choix du contenu de leur éducation et du médium de transmission des idées dont elles ont besoin. Grâce à leurs activités d'alphabétisation, elles se sont jointes aux linguistes pour influencer la politique éducationnelle Camerounaise. La présence effective des cours d'alphabétisation dans les communautés, l'engouement manifesté par les apprenants et le soutien apporté aux efforts soutenus pour l'éducation formelle en langues maternelles, ont amené le gouvernement à entreprendre les changements constitutionnels et juridiques importants en faveur de l'alphabétisation de base en langues maternelles. La version révisée de la Constitution de 1996, la loi de 1998 et celle de 2002 sont les preuves concrètes de ce changement positif d'attitude politique.

Sur le plan de construction de la paix et de la citoyenneté critique, il faut noter qu'aujourd'hui plus que jamais, les camerounais sont plus conscients de la nécessité de construire la paix à travers l'intégration culturelle et linguistique des peuples. Face à ce défi et grâce à la richesse qu'incarne la diversité culturelle et linguistique camerounaise, les comités de langues ont

développé le concept d'entraide comme priorité de développement non seulement de l'alphabétisation mais de toute forme de développement des zones rurales. Ce concept encourage le soutien technique (surtout au niveau de la formation) et financier des comités plus avancés à leur pairs moins avancés et voisins. Ces deux composantes du programme d'alphabétisation constituent les maillons les plus faibles du processus d'alphabétisation au Cameroun.

5.2. Améliorer les conditions et la qualité de l'éducation des adultes

Les programmes de formation présentés plus haut ont, sans doute, contribué considérablement à l'amélioration des conditions et la qualité de l'éducation des adultes au Cameroun. A travers les différents cadres de formation (formation des formateurs, formation des auteurs, etc.), communautés locales engagées dans le processus d'alphabétisation ont été dotées des capacités diverses nécessaires pour un bon déroulement des programmes. Aujourd'hui, on retrouve dans la plupart des communautés, les spécialistes locaux en élaboration des matériels didactiques, en formation des formateurs, et en supervision et évaluation. Plus important, on retrouve les traces d'un nouvel esprit, d'une nouvelle vision qui anime ces communautés, c'est le désir profond de s'approprier le processus d'alphabétisation.

5.3. Alphabétisation et éducation de base

Evidemment, la promotion de l'alphabétisation des adultes au Cameroun a apporté de manière très significative, une contribution à l'avancement du processus de promotion de l'éducation de base. Environ 20 000 personnes et 600 formateurs sont formés chaque année. Ceci a permis aux communautés locales de rendre accessibles les opportunités d'apprentissage des connaissances de base en lecture et en écriture.

5.4. Promouvoir l'autonomisation des femmes

Au début, les activités d'alphabétisation étaient menées surtout par les hommes. Les femmes ne s'intéressaient pas à cette œuvre. Cette attitude peut s'expliquer de la manière suivante: les femmes jusqu'au jour d'aujourd'hui sont victimes des pratiques traditionnelles et culturelles qui ne les permettent pas de s'insérer dans le processus d'apprentissage. Les femmes sont la force majeure de production agricole pour les communautés dont la vie dépend entièrement de l'agriculture. La population féminine n'a ni l'encouragement de la culture et ni le temps adéquat pour s'impliquer dans le processus. Face à cette situation, les efforts ont été faits pour encourager les femmes à participer davantage. Aujourd'hui, on a des femmes formatrices de formateurs, enseignantes et superviseurs. Dans le cadre des groupes de femmes cultivatrices, de femmes d'affaires etc., l'impact de l'alphabétisation dans leur autonomisation est beaucoup plus visible. Non seulement elles participent à l'œuvre, mais surtout, elles gèrent plus efficacement leur vie quotidienne.

5.5. L'Education des adultes face à la transformation du monde du travail

L'alphabétisation des adultes au Cameroun a créé de petites opportunités de travail, particulièrement en ce qui concerne la supervision des activités d'alphabétisation. Ainsi, pendant un certain temps, des gens formés ont été recrutés soit par les comités de langues soit par les agences de promotion telle que les Eglises, la CABTAL et la SIL-Cameroun pour promouvoir l'alphabétisation. Bien que la rémunération varie d'une structure à l'autre, le personnel de supervision trouve dans le processus un emploi qui n'était pas envisageable avant. Mais l'offre d'emploi dans la fonction publique a été limitée aux cadres de l'Etat chargés de la politique d'alphabétisation.

5.6. L'Education des adultes: environnement, santé et population

Le programme d'alphabétisation au Cameroun, surtout le volet langue maternelle, encourage la vulgarisation des informations sur la protection de l'environnement, la santé et la population. A travers la production de matériel didactique et la littérature fonctionnelle et diversifiée, les populations sont amenées à comprendre la nécessité de sauvegarder l'environnement, promouvoir la santé des personnes et la population. Les livres shell, modèles de livrets édités et illustrés de la même façon en plusieurs langues pour réduire les coûts de production), les livrets et des dépliants sont produits ou traduits de la langue officielle à la langue maternelle. A titre d'illustration, plus récemment, l'ANACLAC s'est engagée dans un partenariat avec le Ministère de la Santé Publique pour traduire en langues maternelles des dépliants sur le SIDA. Ces efforts, bien que leur impact ne soit toujours aussi grand qu'escompté, ont contribué à l'amélioration des conditions environnementales, de santé et de la population dans le pays.

5.7. Education des adultes: culture, media et NTIC

Parmi les domaines les plus touchés par l'alphabétisation au Cameroun, Il y a celui de la culture. L'utilisation des langues maternelles comme instruments de l'alphabétisation tant formelle que non-formelle devient de plus en plus une réalité. Les communautés locales d'une part et la communauté nationale d'une autre ont compris que la promotion effective des cultures ne peut se faire qu'à travers le développement et l'utilisation des langues qui incarnent ces cultures, dans l'éducation et l'alphabétisation. Au niveau des média et des NTIC, le Cameroun vient d'entamer une phase d'utilisation des langues maternelles pour l'alphabétisation à travers les radios communautaires. Il est prévu que ces radio s'intègrent dans le système de communication satellitaire, à travers lequel les radios communautaires recevront les informations par satellite, les traiteront et les rendront accessibles aux communautés locales dans leurs langues maternelles. Pour l'instant, il s'agit surtout d'utiliser les radios communautaires pour permettre aux communautés d'avoir accès aux informations utiles qui peuvent les aider à mieux s'alphabétiser et à mieux se développer. Une radio pilote est déjà opérationnelle dans la communauté Yemba à l'Ouest du pays.

En dehors de tout ceci, il faut noter que presque tous les 38 comités de langues engagés soit dans le programme de l'éducation formelle en langues maternelle soit dans le programme d'alphabétisation des adultes, ont acquis un niveau opérationnel de maîtrise de l'outil informatique pour la réalisation de leurs activités. Mais le problème qui reste encore non résolu c'est celui de la capacité de ces comités de s'offrir cet instrument, étant entendu que l'ordinateur reste encore, pour une très grande majorité des gens en Afrique, un luxe.

5.8. Education des adultes pour les groupes aux besoins spéciaux

Une attention particulière a été donnée à l'alphabétisation des groupes spéciaux afin de les amener à résoudre leurs problèmes quotidiens. Il s'agit plus particulièrement ici des groupes de femmes âgées. Ces groupes des personnes au début sont illettrés et puis après, ils expriment le besoin de s'engager dans des activités génératrices de revenus pour soutenir leurs familles et pour répondre à d'autres besoins socio-économiques. Bien que beaucoup de programmes n'ont pas été élaborés spécifiquement pour ces groupes, les promoteurs de l'alphabétisation accordent une grande importance à la nécessité d'assister ces groupes à réaliser leur rêves. On met à leur disposition les alphabétiseurs et on les encourage à faire de l'alphabétisation une préoccupation fondamentale.

5.9. Aspects économiques: l'éducation en tant qu'investissement

L'engagement des structures d'alphabétisation au Cameroun est basé sur la conviction que l'œuvre d'éducation des adultes et d'alphabétisation est tout d'abord une œuvre d'investissement.

Pour l'instant, en dehors des programmes menés par les départements ministériels, la plupart des efforts d'investissement dans le processus viennent de la part des structures privées et des communautés elles-mêmes. Avant, il était difficile de convaincre les populations à soutenir cette œuvre, mais progressivement, elles commencent à s'y mettre. Les Mairies, les Eglises et les groupes organisés d'élites etc. s'engagent à contribuer matériellement et financièrement à la promotion de l'alphabétisation.

5.10. Promouvoir la coopération, la solidarité et les réseaux internationaux en faveur et au moyen de l'éducation des adultes

La formation des alphabétiseurs et des formateurs bénéficie d'un niveau appréciable de partenariat, d'abord au niveau national. Les structures de promotion telles que l'ANACLAC, la SIL, la CABTAL et les Eglises travaillent ensemble. Mais il faut relever que ce partenariat reste encore informel.

L'ambiance qui caractérise cet partenariat est basé soit sur la confiance mutuelle établie, soit sur celle investie sur les institutions qui jouent le rôle de liaison entre les structures locales et les structures internationales.

Chapitre 6:

Autonomisation des apprenants

6.0. Introduction

L'alphabétisation des adultes au Cameroun est axée sur la nécessité d'amener les apprenants à améliorer leur niveaux de vie quotidienne. Pour ce faire, le contenu des programmes intègrent le contexte culturel, le contexte socio-économique et politique.

6.0 1. le contenu d'alphabétisation

6.0 1.1. le contenu socioculturel

Le contenu culturel prend en compte les pratiques et pensées traditionnelles des apprenants. Pour répondre à ces besoins culturels, les langues nationales sont utilisées comme langues d'enseignement dans l'alphabétisation. Ceci est le cas d'alphabétisation promue dans le cadre des structure non-gouvernementales telles que les églises et les ONG. Les langues officielles sont utilisées comme langues d'ouverture à travers lesquelles les apprenants devraient découvrir le monde extérieur.

6.0 2. Le contenu politico-économique

Les besoins des adultes ne se limitent pas au simple fait de lire et d'écrire mais vont plus loin pour inclure des aspirations plus profondes. Les différents intervenants dans le domaine ont compris la nécessité d'adapter les programmes à ces besoins fondés sur la prise des décisions individuels et collective de personnes et groupes. Dans le cadre son service de jeunesse et animation, le Ministère de Jeunesse et des Sports mène des programmes de formations pour les adultes et jeunes gens dans plusieurs activités génératrice de revenu. C'est ainsi que les apprenants bénéficient de formation en broderie et couture depuis des années.

Au niveau des structures non-étatiques, l'organisation des programmes n'a pas eu la même orientation. Plutôt, les apprenants sentant leur besoins (pour la plupart dû au manque de communication écrite) ont sollicité et bénéficié de l'appui des ces structures en matière de formation en lecture et écriture en langues maternelles. C'est le cas de femmes de Belo dans la communauté Kom dans le nord ouest du Cameroun, qui désirant mieux gérer leur projet commun d'élevage des lapins ont été formées par le comité de langue Kom.

Ailleurs, les besoins étaient plutôt liés à la nécessité de soutenir de manière autonome, les programmes d'alphabétisation à travers les activités locales génératrices de revenus. La communauté Koozimé à Somalomo dans l'est du pays a mis sur pied un projet de palmeraie de plus de mille pieds en vue de générer les ressources autonomes.

6 .3. Existence des systèmes nationaux d'évaluation

Il n'existe pas un système commun d'évaluation des programmes mais chaque structure a son système individuel. Au niveau d l'ANACLAC, qui s'avère la structure nationale non-étatique et la plus impliquée dans le processus de promotion de l'alphabétisation en langues maternelles, un effort soutenu a été toujours fait pour encourager et diriger les recherches dans le cadre d'établissement des modèles d'évaluation. C'est ainsi que Blasius AGHA-AH CHIATOH de l'Université de Yaoundé 1 et de l'ANACLAC mène depuis 1996 un travail de recherche visant à établir un modèle d'évaluation de niveaux de réponse communautaire aux programmes d'alphabétisation. Ce travail qui est dans un état bien avancé de finalisation cherche à proposer les critères d'évaluation des capacités locales à concevoir, planifier et gérer de manière autonome leur programmes en vue de les rendre durable. Voici, les critères jusqu'ici développés :

1. Critères primaires

- 1.1. Existence d'un comité de langue dynamique
- 1.2. Existence permanente des cours formels et non-formels
- 1.3. Présence d'une équipe des spécialistes locales
- 1.4. Présence des matériels didactiques et fonctionnels
- 1.5. Existence des domaines d'usage effectif de la langue écrite
- 1.6. Un programme permanent de formation
- 1.7. Un système stable de vulgarisation
- 1.8. Un système stable de financement local
- 1.9. Une forte base institutionnelle
- 1.10. Un environnement lettré évoluant
- 1.11. Une croissance extensive du programme
- 1.12. Une capacité institutionnelle croissante

2. Critères secondaires

- 2.1. Une presse locale opérationnelle
- 2.2. Un esprit élevé de volontarisme
- 2.3. Existence d'une alphabétisation de transition
- 2.4. Un système stable du personnel de relais
- 2.5. Un projet stable d'urbanisation de l'alphabétisation
- 2.6. Un intérêt croissant d'auto-apprentissage
- 2.7. Un environnement social favorable
- 2.8. Mécanisme permanent de suivi et d'évaluation
- 2.9. Un système fort de distribution

Le modèle d'évaluation ici proposé est tiré d'une étude de trois communautés considérées parmi les plus actives dans le processus d'alphabétisation au Cameroun. Cette recherche montre que les communautés locales sont effectivement en train de s'approprier le processus de l'alphabétisation même si, dans l'immédiat, cette appropriation reste encore minimale.

Evaluation

L'autorisation des apprenants constitue le but ultime de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation non formelle et de la formation permanente. Cette autorisation se traduit par une bonne compréhension des enjeux socio-politiques de son époque en vue des choix conséquents, par la possibilité de s'informer soi-même, à travers les médias sur tout ce qui est susceptible de faciliter notre activité professionnelle au quotidien dans un esprit d'équipe, par notre participation responsable à la recherche des solutions aux problèmes liés à l'environnement, à la santé communautaire.

6.1. Education des adultes: démocratie, paix et citoyenneté critique

Nous avons évoqué plus haut l'effort que se donnent librement des citoyens à l'occasion des différents scrutins, pour se faire inscrire sur les listes électorales, obtenir leur carte d'électeur et exprimer leur point de vu lors d'un vote. Ceci tranche avec la situation à l'époque du parti et de la pensée unique où l'administration devait déployer tout un train de mesures de coercition pour obliger les citoyens à aller voter.

On a également parlé de comité de langue Lamnso' au Nord-Ouest du Cameroun qui a traduit dans la LM la déclaration de Droits de l'Homme. Ces exemples traduisent la volonté des citoyens et des communautés de s'affranchir des idées reçues pour imprimer leur marque dans la conduite des affaires de leur pays.

6.2. Amélioration des conditions et la qualité de l'éducation des adultes

En ce qui concerne les conditions et la qualité de l'éducation, l'autorisation, au niveau des comités de langue, a consisté à les habiliter à se prendre eux-mêmes en charge dans l'encadrement des apprenants, la formation des alphabétiseurs, le suivi des activités d'alphabétisation, la production du matériel didactique et la littérature générale. C'est ainsi qu'au sein des communautés, les anciens apprenants devenus lettrés s'offrent pour être formés et devenir à leur tour alphabétiseur, et ensuite superviseur, bénévolement. Lors des stages de formation, des femmes dans le village contribuent en nature en apportant à manger aux stagiaires. Les cours d'alphabétisation se déroulent parfois dans les maisons offertes par les gens du village qui veulent, de cette manière soutenir le projet. Tout ceci traduit le désir de la communauté de devenir autonome et avancer par ses propres forces.

6.3. Alphabétisation et éducation de base

Dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation, de base, on peut relever le cas de la quinzaine des comités de langue de l'ANACLAC qui, dans leurs communautés respectives, et avec l'accord préalable des autorités éducatives, assurent les cours de langue maternelle (comme) matière dans les écoles primaires, bénévolement. Il s'agit toujours de l'autonomisation car plus tard, ces enfants seront des êtres équilibrés, aptes à mieux s'auto développer.

6.4. Promouvoir l'autonomisation des femmes

Un accent spécial est mis sur l'autonomisation des femmes et jeunes filles, qui par la faute de certaines pesanteurs culturelles, sont le plus frappées par l'analphabétisme. Alors que leur rôle dans l'éducation des enfants est beaucoup plus important que celui des hommes. Organisées en groupe socio-économique, certaines femmes dans une dizaine de comités de langue ont dû envoyer l'une d'elles se former comme alphabétiseur auprès du comité, pour venir enseigner aux autres membres le mystère de la lecture et de l'écriture. Nous avons parlé plus haut d'un groupe de femmes (à Belo dans le Nord-Ouest toutes au dessus de la cinquantaine, qui élève les lapins pour vivre et qui ont adjoint à cette activité un volet alphabétisation pour pouvoir jouir d'une certaine autonomie dans la technique de l'élevage, de commercialisation et la tenue des comptes.

6.5. L'Education des adultes face à la transformation du monde du travail

Dans le monde du travail, il est presque impossible aujourd'hui de travailler en autarcie. Le programme d'alphabétisation fonctionnel incite les apprenants à s'organiser en groupe en vue des échanges constants de l'information technique. Dans le projet d'agriculture initié par les membres de plusieurs comités de langue à l'Ouest et au Nord-Ouest, les meilleures ruches sont de temps en temps visitées par les autres membres qui ont leur exploitation ailleurs. A partir des réalités du terrain, des nouvelles idées naissent et servent à s'améliorer le manuel technique qui circule parmi les différents groupes.

6.6. Education des adultes: environnement, santé et population

En ce qui concerne l'environnement, certaines communautés réfractaires au départ aux notions de l'environnement en sont devenues de véritables partenaires, par le biais de l'alphabétisation comme indiqué plus haut, les comités de langues dans et autour de la réserve du Dja à cheval entre les provinces du sud et de l'Est du Cameroun ont pris l'attache des

responsables de l'ECOFAC (Ecosystèmes Forestiers en Afrique Centrale) qui gèrent la réserve pour leur proposer leur contribution dans la lutte en vue de la protection de cette aire. Cette contribution consiste à traduire dans les LM du milieu les livrets relatifs à la protection de l'environnement et des espèces dans la réserve du Dja, car une meilleure compréhension des enjeux amènent beaucoup plus de membre dans les différentes communauté à adhérer au projet.

Pour ce qui est de la santé, la pharmacopée ressuscite peu à peu et est en train d'être fixée, grâce à l'écriture. C'est un travail de longue haleine qui a à peine commencé au niveau des comités de langue, mais au moins, on y pense déjà.

6.7. L'Education des adultes: culture, médias et NTIC

L'autonomisation des adultes se traduit également par une ré appropriation de la culture dont la prise en compte en vue du développement durable est indispensable. L'éducation extravertie ayant fait le lit du sous développement, les adultes illettrés du Cameroun vivent pratiquement une seconde naissance en s'entendant dire que les valeurs qui sont les leurs doivent être revalorisée et avec leur concours pour constituer le socle solide sur lequel prendront appui les effort d'auto-développement. Plusieurs comités de langues de l'ANACLAC ont ainsi publié et contribué à la publication des livrets de proverbes, des contes et de textes sur l'art et le mode de vie traditionnels dans les ouvrages didactiques en usage aux cycles primaire et secondaire.

Au niveau des médias, les bulletins internes de nouvelles (sorte de journal) sont publiés au niveau local en LM dans la perspective de l'usage écrit quotidien des LN. pour y parvenir, les NTIC sont mises à contribution avec l'usage des ordinateur et des radio communautaires. Pour aller plus loin, les comités de langue de l'ANACLAC réfléchissent actuellement sur le projet « communication en Langue Nationales » (CONAL) dont le but est de rendre disponible, en LN, les information diffusées par satellite dans le monde entier sur divers sujets.

6.8.L'Education des adultes pour les groupes aux besoins spéciaux

Les efforts que font les handicapés (handicapés moteurs, malvoyants, malentendants) pour s'organiser, alphabétisation ceux d'entre eux qui ne savent ni lire ni écrire et s'initier à des métier compatibles avec leur état physique témoignent de la volonté de cette frange de la population à conquérir une certaine autonomie dans la vie de tous les jours. L'Association des aveugles du Cameroun va bientôt démarrer un vaste programme d'alphabétisation financé par les fonds PPTE.

6.9.Aspects économiques: l'éducation des adultes en tant qu'investissement

Toute cette synergie participe au relèvement de l'économie à travers la somme des effort fournis çà et là. D'abord à court terme par l'élaboration et la circulation de la littérature en LM, les stages de formation, les voyages de sensibilisation de la communauté. Ensuite et surtout à long et même à très long terme car le changement mental qui s'installe servira de terreau à une nouvelle dynamique de développement.

6.10. Promotion de la coopération, la solidarité et les réseaux internationaux en faveur et au moyen de l'éducation des adultes

Le partenariat dans cette autonomisation, se manifeste surtout au niveau national, par l'échange d'expérience entre les différents comités. On a évoqué au chapitre 2 comment les comités de langue du grand Mbam au Cameroun ont, avec beaucoup de succès, organisé l'entraide entre eux, à la fa}con des cercles concentriques. On à également parlé du partenariat entre les comités de l'Ouest et du Nord-Ouest dans le domaine de l'apiculture. Il reste que cet

effort s'étende au plan sous régional, continental et même mondial afin que les uns et les autres, tout en comptant d'abord sur eux- mêmes, puissent s'enrichir chaque jour un peu plus.

Chapitre 7:

Exemples des meilleures pratiques et d'innovations

Une grande innovation introduite au Cameroun est l'approche bilingue qui prend en compte la langue maternelle (LM) et la langue officielle (LO). C'est un changement notable qui se démarque de l'alphabétisation exclusivement en langues officielles héritée de la colonisation.

Cette nouvelle approche bilingue est focalisée d'abord sur les adultes analphabètes. Elle leur permet de partir de leur LM dans le processus d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Cette étape est suivie d'une transition vers la langue officielle, ce qui leur permet d'élargir leur réseau de communication écrite. Basée sur le principe pédagogique qui consiste à aller du connu à l'inconnu, la transition permet aux apprenants d'acquérir une langue officielle assez soignée tant à l'oral qu'à l'écrit, bref une LO de qualité supérieure à celle que pratiquent les apprenants des campagnes qui ont commencé directement par la LO.

Du coup, les << intellectuels >> acculturés, adeptes de la langue du colonisateur et principaux fossesoyeurs de leur LM, se trouvent pris dans un complexe d'infériorité face aux néolettés qui parlent et écrivent la LO comme eux, mais en plus, jouissent des mêmes compétences dans leur LM.

C'est en ce niveau que les lettrés en LO pour relever le défi, se mettent à apprendre à lire et à écrire la LM dans une transition inverse qui va de la LO vers la LM. L'ANACLAC et ses comités de langue encouragent les élites à devenir lettrés dans la LM afin qu'une communication écrite, même sous forme épistolaire, puisse être entretenue entre les masses rurales et leurs élites qui résident souvent en ville. Ce n'est qu'à ce prix que la LM peut fixer de façon pratique ces normes d'écriture, se développer et acquérir la dynamique nécessaire à sa survie. Au plan statistique, les 3/4 des alphabétisés en LM de l'ANACLAC (19 340 en 2000, 21 000 en 2001) sont déjà lettrés en langue officielle.

Une autre innovation concerne la publication dans les livres de lecture des textes produits par les apprenants afin d'inciter la communauté à produire davantage de littérature en LM. Ces textes sont sélectionnés à l'issue des concours de meilleur écrivain qu'une bonne dizaine de comités de langue de l'ANACLAC organise chaque année.

7.1. L'Éducation des adultes, : démocratie, paix et citoyenneté critique

Il a été affirmé que pendant les élections, certaines personnes illettrées ont été induites à voter pour des candidats qui n'étaient pas leur choix.

Avec l'accroissement des centres d'alphabétisation, et le nombre croissant de personnes lettrées capables de lire et d'écrire, cette tendance a été réduite.

De même, dans la plupart des classes d'alphabétisation des adultes, les manuels sur la tolérance, les droits de l'homme, les devoirs du citoyen et les principes démocratiques sont intégrés parmi les manuels didactiques.

7.2. Améliorer les conditions et la qualité de l'éducation des adultes

Depuis l'indépendance, la politique d'alphabétisation au Cameroun s'est basée sur l'utilisation des langues officielles (français et anglais) à l'exclusion des langues nationales. Cette approche a eu ses faiblesses en commençant par la stagnation du processus d'alphabétisation dans le pays.

L'innovation de l'approche bilingue améliore les conditions et la qualité de l'éducation des adultes au Cameroun. La s'agit ici de la condition mentale de l'apprenant. Ce dernier, dès lors qu'il sait qu'il ne sera pas enfermé dans sa LM, a une plus grande confiance dans le processus et s'applique en conséquence.

Quant à la qualité, les apprenants qui sont allés de la LM à la LO sont agréablement surpris par le fait que leur acquisition de la LO est plus rapide, plus aisée et supérieure à la prestation de ceux qui ont commencé directement en LO. Plusieurs témoignages faits par les apprenants au niveau des comités de langue attestent de cette vérité.

7.3. Alphabétisation et éducation de base

Les adultes déjà lettrés contribuent beaucoup plus dans l'éducation de leurs enfants. La contribution se fait à travers les échanges entre parents et enfants, le suivi à la maison de ce que les enfants ont appris à l'école, et la possibilité pour les parents de contrôler la qualité de l'éducation reçue par leurs enfants et de s'assurer que celle-ci reflète l'environnement local aussi bien que les besoins immédiats de la communauté tout en ouvrant l'enfant au monde. L'introduction de la langue maternelle comme langue d'instruction et comme matière en soit, dans l'alphabétisation des adultes et de l'éducation formelle facilite l'œuvre d'alphabétisation et sert de pont entre l'alphabétisation des adultes (et par conséquent la communauté) et l'éducation des enfants.

7.4. Promouvoir l'autonomisation des femmes

L'approche de la transition, en permettant aux femmes de pouvoir à terme lire et écrire la LM et la LO, leur donne plus d'assurance et de confiance en elle-même. Ceci leur rend encore plus autonome, car elle ose davantage et sont portés plus loin par les succès qu'elle remporte. C'est ainsi qu'elle s'engage sans aucun complexe dans de nouvelles professions jadis réservées aux hommes comme le métier de conducteur de véhicule de transport public.

Un bon nombre des femmes qui participent aux cours d'alphabétisation sont aujourd'hui capables de se prendre en charge elles-mêmes et s'appliquent à mettre par écrit leurs expériences avec l'aide des superviseurs locaux.

7.5. L'Éducation des adultes face à la transformation du monde du travail

Être lettré en LM et LO rend les apprenants plus aptes à comprendre la transformation du monde de travail et surtout à s'y adapter. La réduction du déficit de communication entre la ville et la campagne permet aussi une plus grande synergie entre les initiatives de développement des élites et des ruraux. C'est ainsi que les activités de plusieurs comités de langue de l'ANACLAC sont maintenant appuyées par les comités de développement de la communauté sous l'impulsion des élites.

7.6. Éducation des adultes: environnement, santé et population

L'approche bilingue augmente inconstamment la compréhension des lettrés en ce qui concerne les problèmes liés à l'environnement, à la santé, à la population.

Pour prendre le cas précis de la santé, les gens lettrés ont de moins en moins tendance à rechercher dans la sorcellerie les causes de n'importe quelle maladie. De plus en plus, ils se rendent en consultation dans les hôpitaux et ce d'autant plus qu'ils peuvent très bien s'exprimer en LO et lire par exemple un bulletin d'examen pour savoir ce qu'il faut faire. Cette nouvelle attitude a sauvé bien des vies.

Par ailleurs les nombreux dépliants et livrets publiés par les professionnels de la santé en LO sont désormais à la portée des lettrés en LM devenus également aptes en LO grâce à la transition.

Certains des livrets produits par l'ANACLAC pour l'alphabétisation des adultes traitent les informations sur l'environnement, la santé et la population. Par exemple, certains de ces livrets sont: *Comment purifier l'eau avec l'aide de l'énergie solaire?*; *Comment traiter la diarrhée, etc.* Ces livres <<shells>> ont le même contenu pour toutes les langues. Ils sont traduits de la langue officielle à la langue maternelle. Quelques idées originales sont traduites de la langue maternelle à la langue officielle. Très récemment, grâce à la campagne contre le VIH/SIDA, et dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère de Santé Publique et l'ANACLAC, les dépliants sur la prévention de la pandémie ont été traduits en 15 langues maternelles.

7.7. Éducation des adultes: culture, média et NTIC

L'approche bilingue renforce la réappropriation de la culture traditionnelle, et fait d'elle un élément du vécu quotidien. Au niveau des médias, la maîtrise de la LM et de la LO permet de multiplier les sources d'informations avec, à la clé, une meilleure qualité. Par le même truchement, la place centrale des NTIC dans la communication moderne est mieux appréhendée. C'est pour cette raison que l'utilisation de l'ordinateur devient courante dans plusieurs comités de langue membre de l'ANACLAC. Ces comités trouvent naturels les caractères spéciaux des langues africaines. Par ailleurs, beaucoup de ces comités s'applique à publier un petit journal en langue maternel dont le rôle est important pour l'animation des classes d'alphabétisation et le maintien des compétences acquises. Le comité Lamnso' publie un journal de 12 pages A4 avec une couverture en couleur, 2 à 3 fois par an tandis que le comité Fé'efe'e dans l'Ouest publie un journal de 16 pages A4 3 fois par an avec l'appui de l'Eglise Catholique.

7.8. Education des adultes pour les groupes aux besoins spéciaux

ce qui est dit de 7.1 à 7.7 vaut également pour les groupes spéciaux qui, à travers leurs aptitudes à lire et à écrire à la fois en LM et LO perçoivent encore mieux la nécessité de bien s'organiser, de bien se gérer pour être mieux entendu et mieux aidé par la communauté nationale.

Jusqu'ici des efforts notables sont faits pour enseigner le langage par signes et le braille aux sourds et aux muets, mais aussi aux personnes ordinaires.

Mais ces efforts sont encore dans leur phase des débuts et ont beaucoup besoin d'être renforcés. Le département des langues Africaines et de linguistique de l'Université de Yaoundé I continue d'organiser des cours sur le langage des signes, lesquels cours sont orientés vers les étudiants et toutes les autres personnes intéressées non-étudiantes, ceci afin de faciliter une meilleure communication avec les sourds-muets.

7.9. Aspects économiques: éducation des adultes en tant qu'investissement

L'éducation est un investissement en ce sens qu'elle révèle un être humain à lui-même. Ce dernier découvre et valorise les potentialités qui sommeillaient en lui. Ces nouvelles idées peuvent être concrétisées et constituer ainsi un investissement au sens le plus économique du terme.

Quelques adultes qui ont acquis les compétences en lecture et écriture ont créé de nouveaux emplois et ont donc amélioré leurs niveaux de vie. Il y a une banque des histoires d'intérêt humain au Centre ANACLAC de Linguistique Appliquée qui raconte sur comment l'alphabétisation a changé positivement leur vie sur le plan économique. Par exemple, il y a l'histoire d'un alphabétisé Bafut qui a changé son métier (d'un couturier à un maître).

7.10. Promouvoir la coopération, la solidarité et les réseaux internationaux en faveur et au moyen de l'éducation des adultes

L'ouverture d'esprit facilitée par la maîtrise de la LM et de la LO renforce la compréhension du partenariat en tant que levier du développement moderne. De plus en plus, les comités de langue de l'ANACLAC sont persuadés qu'ils ont quelque chose à apprendre des autres, ce qui est très positif dans le contexte du partenariat.

Le Centre ANACLAC de Linguistique Appliquée n'a pas travaillé de façon isolée, ou repliée sur elle-même. Les chercheurs de ce Centre ont beaucoup travaillé pour partager leurs expériences avec d'autres organisations du secteur de l'éducation des adultes dans d'autres pays. Ceci s'est fait à travers des séjours à l'étranger et des participations à des conférences internationales dans d'autres pays : en Guinée Equatoriale, au Tchad, Ghana ; Mali, Burkina Faso, Afrique du Sud ; Suisse, États-Unis, Ethiopie...

Des responsables et autres acteurs du secteur de l'éducation des adultes de la sous-région de l'Afrique Centrale et même d'autres parties de l'Afrique sont venus voir les expériences camerounaises, et les programmes d'éducation des adultes de l'ANACLAC.

Des efforts sont en train d'être faits aussi pour consolider la fédération des Académies des Langues Africaines et associées (FALAA), créée en décembre 2000. Au départ, cette Fédération comprenait les représentants de 5 pays : Nigeria, Cameroun, Sénégal, Gabon et République Centrafricaine. Le manque de financement a un peu freiné les activités de cette Fédération.

Chapitre VIII :
PERSPECTIVES ET ACTIONS FUTURES

La question des langues dans l’alphabétisation et l’éducation des adultes au Cameroun est non seulement très importante mais suffisamment complexe. Il nous semble utile de rappeler les propos très pertinents de M. L. HAZOUME¹, parlant de la communication démocratique, car ce que dit cet auteur s’applique tout aussi bien à l’alphabétisation inscrite dans la perspective du développement communautaire :

“ ...la communication démocratique nécessite, pour être réellement pertinente, que la question linguistique, base essentielle de sa valorisation, soit correctement résolue. Le médium utilisé doit être, en effet, compréhensible et accepté de tous. Cela signifie qu’il va falloir prendre en charge le développement linguistique afin qu’il soit créé un environnement lettré propice au partage de la communication. L’on sait, en effet, que les pays africains... sont multilingues et présentent en conséquence des contextes linguistiques dont la gestion s’avère souvent difficile. Mais "d’une manière générale..., la diversité linguistique ne saurait être considérée... comme un obstacle à la communication entre les différents groupes humains, mais plutôt comme une source d’enrichissement...” Hazoumê (1999a:31-32)

De même, parlant plus spécifiquement de la place des langues locales dans l’éducation des adultes et l’alphabétisation, HAZOUMÊ² affirme bien qu’

“ ...aucune conférence internationale tenue dans le but de promouvoir l’éducation des adultes n’a ignoré le rôle primordial des langues locales comme élément de premier plan dans le développement du processus [d’alphabétisation]. Le refus de les utiliser en tant que vecteurs de l’apprentissage entraînera nécessairement l’échec de l’opération.” Hazoumê (1999b:32)

Les partisans et promoteurs de ce que l’on peut appeler la 'nouvelle' alphabétisation au Cameroun, au rang desquels se trouve en premier l’ANACLAC, sont convaincus que la perspective bilingue et même multilingue est l’option linguistique qui permettra à l’Afrique de faire de l’alphabétisation une activité dynamique et efficace dans les communautés linguistiques de base. Que ce soit au niveau des manuels ou des programmes d’enseignement, il faut respecter une certaine hiérarchie naturelle et logique en termes de l’intégration des langues dans l’activité d’alphabétisation. Ainsi, la langue première de l’apprenant, qui est généralement sa langue maternelle, est utilisée dans les premiers niveaux de l’enseignement et de l’alphabétisation. Mais il faut un passage graduel aux langues secondes qui peuvent être soit une langue de grande communication³, soit la langue officielle, afin que l’apprenant puisse se retrouver en synchronie avec l’environnement linguistique dans lequel il vit. Pour presque tous les contextes camerounais, il s’agit d’un environnement où cohabitent d’une part les langues nationales et souvent ces langues de grande communication qui sont des langues véhiculaires, et toujours les langues officielles qui sont le français pour la partie francophone du pays et l’anglais pour la partie anglophone.

¹ Hazoumê, M. L., 1999a. *L’Afrique et le défi démocratique; Essai sur l’éducation des adultes pour la démocratie et la culture de la paix*, Institut de l’UNESCO pour l’Education, Hambourg

² Hazoumê, M. L. 1999b. *L’Education des Adultes; Quel rôle pour les sociétés civiles en Afrique?* Institut de l’UNESCO pour l’Education, Hambourg. p.32

³ L’on retrouve au Cameroun un nombre de langues véhiculaires dont l’usage va au-delà de la communauté locutrice native de langue. Ces langues de grande communication qui sont spécifiques à des régions données sont utilisées généralement dans le commerce et autres interactions communicationnelles interethniques. L’on peut citer entre autres le fulfuldé pour le Grand Nord du pays, le Fang-Beti pour le Grand Sud, le Duala dans le Littoral...

L'alphabétisation s'inscrit parmi les stratégies les plus efficaces pour l'amélioration des conditions de vie des populations camerounaises en général.

L'alphabétisation joue aussi un très important rôle dans la transformation sociale. De ce fait, vue au sens large, tel que nous l'avons dit précédemment, comme l'un des grands volets d'action de l'éducation non formelle dans le cadre des communautés locales et surtout celles rurales, elle est considérée par la plupart des éducationnistes et des développementalistes comme un puissant outil de transformation sociale et partant, de développement.

Les perspectives actuelles s'inscrivent dans la recherche d'une plus grande participation communautaire dans les activités d'éducation des adultes. Car, faut-il le rappeler une fois de plus, l'éducation, bien que ses manifestations premières s'articulent au niveau des individus, devient une valeur communautaire capable de moduler durablement et favorablement l'évolution sociale, quand une masse critique de personnes à l'intérieur d'une communauté donnée ont acquis une éducation de base active.

Il est ainsi clairement démontré que

*"... l'alphabétisation fait partie intégrante de toute l'éducation des adultes pour l'édification d'une nation... car le progrès social, économique et culturel qu'ont accompli plusieurs pays... peut être mis au crédit de la suppression totale ou quasi totale de l'analphabétisme."*⁴

UNESCO (1972:16)

Ainsi perçue, l'éducation des adultes, dont l'articulation principale reste l'alphabétisation, doit être un des moteurs du développement tant social qu'individuel.

L'alphabétisation va donc désormais plus que par le passé s'inscrire dans un objectif de développement communautaire, en tenant intimement compte des besoins des communautés ciblées, en faisant d'elles les acteurs principaux des activités d'alphabétisation et en tenant compte à chaque fois et cela de façon dynamique, des réalités propres de ces populations, sans jamais oublier de se nourrir des expériences des autres pays et des données de la recherche sur le domaine.

Le très épineux problème des moyens est d'une importance capitale pour déterminer l'avenir de l'alphabétisation. L'alphabétisation au Cameroun et surtout l'alphabétisation intégrant les langues nationales n'a pas toujours bénéficié de tous les moyens pour qu'elle puisse nécessairement faire tâche d'huile. D'une part les autorités n'ont jamais mis assez de ressources dans les activités, mais par ailleurs les gens n'ont pas toujours été conscients de l'importance de l'alphabétisation comme un outil de développement général d'une nation. Ainsi, il est urgent de sensibiliser tant les autorités que les communautés locales pour que des moyens matériels financiers et humains soient plus investis dans les œuvres d'alphabétisation, tant la formation des moniteurs que la création des cadres matériels et des espaces pour faire l'alphabétisation afin de contribuer de façon notable à l'œuvre d'édification nationale et du développement des communautés camerounaises.

Le manque de moyens a ainsi pénalisé l'expansion véritable de l'activité d'alphabétisation au Cameroun. Et il faut que toutes les personnes et institutions, surtout celles publiques, se mettent ensemble pour renverser positivement la tendance.

⁴ UNESCO, *Rapport de la Conférence internationale sur l'Éducation des Adultes*, Tokyo; Japon: juillet 1972, p. 16.

Perspectives

Face à une Afrique qui s'entre-déchire et se laisse consumé par les haines attisées par l'ignorance et l'analphabétisme, le défis futur pour les partenaire en alphabétisation et éducation des adultes au Cameroun consiste à éclairer l'esprit des citoyens par l'aptitude à lire et à écrire. Ceci permettra de préserver et d'améliorer les acquis au niveau des dix thèmes retenu par l'UIE. Pour ce faire, dans les centres d'alphabétisation, un accent spécial sera mis sur les concepts de démocratie et de paix sans lesquels aucun développement n'est possible. Le deuxième centre d'intérêt sera la culture dans tout ce qu'elle a de positif. Une culture bien intériorisée étant le premier et le plus solide ressort de chaque individu, de chaque groupe social pour enrichir l'humanité tout en s'adaptant aux changements, nombreux et inévitable que le temps impose au monde. L'alphabétisation doit inciter chacun à affirmer sa culture et à là vivre de façon responsable dans le respect d'autre culture.

Ensuite, une attention de plus en plus grande sera accordée aux femmes et aux jeunes filles, victimes toutes désignées de l'analphabétisme surtout en milieu rural et dont l'effondrement des court des produits de rente (café, cacao) et la dévaluation du franc cfa dans les année quatre-vingt dix ont alourdit les responsabilités au niveau familiale. Le dynamisme de leur divers groupes sociaux, économique et culturel sera mis à contribution pour le renforcement des activités d'alphabétisation.

Le partenariat entre les différents comités de langue sera renforcé car il habilite les uns et les autres à ce prendre en charge avant de rechercher les appuis à l'extérieurs. Cette action sera renforcé par le plaidoyer de l'ANACLAC et de ces partenaire privé auprès des pouvoir public afin que ces derniers prennent leurs responsabilités régaliennes qui consiste à assurer à tous les citoyens l'alphabétisation et l'éducation de base, l'éducation des adultes et la formation continu. Le partenariat international sera également développé.

Tout au long de ces efforts, l'accent sera mis sur la nécessité de la mise au point des bases des donnés en alphabétisation grâce auquel on mesure mieux le progrès.

Quelques Références Bibliographiques

- ANACLAC, 1996. *Le Séminaire de Dschang sur l'Alphabétisation (1995)*, ANACLAC, Yaoundé (inédit).
- ANACLAC, 1996. *Notes sur les Journées d'échanges et de réflexion de la Direction Technique*; 06-07 novembre 1996, ANACLAC, Yaoundé (inédit).
- ATANGA, E. 1987. "Bilan et Perspectives des Activités d'Éducation Extra-Scolaire et d'Alphabétisation au Cameroun" in : LELE, P. (dir.) 1987. *Introduction à l'Éducation Extra-Scolaire et à l'Alphabétisation*. Actes du Séminaire Régional UNESCO-CONFÉJES pour l'Afrique, SOPECAM, Yaoundé.
- BELLONCLE, G. (dir.) 1983. *Universités, Alphabétisation et Éducation des Adultes*. Belgique, Impr. L. Bourdeaux Capelle-Dimant, Coll. Alpha, N° 8.
- Forum EPT, 1996. *Éducation pour tous: Atteindre l'objectif*, Document de travail de la Réunion à la mi-décennie du Forum International Consultatif pour l'Éducation pour Tous (juin 1996: Amman, Jordanie), UNESCO, Paris.
- HAZOUME, M. L., 1999a. *L'Afrique et le défi démocratique; Essai sur l'éducation des adultes pour la démocratie et la culture de la paix*, Institut de l'UNESCO pour l'Éducation, Hambourg.
- HAZOUME, M. L., 1999b. *L'Éducation des Adultes; Quel rôle pour les sociétés civiles en Afrique?* Institut de l'UNESCO pour l'Éducation, Hambourg.
- KAMDEM, J. S. 1997a. "Éducation de base en langues nationales" in *Educ'Afrique* N° 00, novembre 1997, Forum Éducation pour Tous, Paris / Bureau sous-régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, Yaoundé.
- KAMDEM, J. S. 1997b. "L'Importance des Langues Nationales dans l'Éducation de Base Non-Formelle au Cameroun", Communication présentée lors de l'Atelier National sur le Cadre Conceptuel de l'Éducation de Base Non-Formelle au Cameroun (Ngaoundéré: 08-11 décembre 1997), UNICEF, Yaoundé.
- KAMDEM, J. S. 2001. « L'alphabétisation multilingue au Cameroun », communication présentée à l'*INTERNATIONAL LITERACY CONFERENCE : Literacy and Language in Global and Local Settings : New Directions for Research and Teaching*, Cape Town, Afrique du Sud : 13 – 17 novembre 2001.
- KI-ZERBO, J. (dir.) 1990. *Éduquer ou Périr*. UNESCO/UNICEF, L'Harmattan, Paris.
- LELE, P. (dir.) 1987. *Introduction à l'Éducation Extra-Scolaire et à l'Alphabétisation*. Actes du Séminaire Régional UNESCO-CONFÉJES pour l'Afrique Centrale, SOPECAM, Yaoundé.
- LELE, P. (dir.) 1987. "La Pratique de l'Éducation Extra-Scolaire et de l'Alphabétisation : Le Problème des Méthodes Pédagogiques" in LELE, P. (dir.) 1987. *Introduction à l'Éducation Extra-Scolaire et à l'Alphabétisation*. Actes du Séminaire Régional UNESCO-CONFÉJES pour l'Afrique Centrale, SOPECAM, Yaoundé.
- NTSAFAK, G. 1987. "La Dynamique Structurelle d'une Politique d'Éducation Extra-Scolaire de la Jeunesse et d'Alphabétisation: Propositions Pratiques pour son Organisation, son Financement et son Exploitation Pédagogique et Économique à l'École et en dehors de l'École" in LELE, P. (dir.) 1987. *Introduction à l'Éducation Extra-Scolaire et à l'Alphabétisation*. Actes du Séminaire Régional UNESCO-CONFÉJES pour l'Afrique Centrale, SOPECAM, Yaoundé.
- OUANE, A. 1997. "L'écologie de l'apprentissage dans les langues africaines" in *Développement et Coopération (D+C)* N° 1/Janv.-Fév. 1997, DSE, Bonn.
- SHELL, O. et WIESEMANN, U. 1987. *Guide pour l'Alphabétisation en Langues Africaines*. Coll. PROPELCA N° 34, Yaoundé, DLAL, FLSH, Université de Yaoundé / SIL.
- TADADJEU, M. 1987 "La Problématique de l'Alphabétisation au Cameroun : Point sur la Recherche" in LELE, P. (dir.) 1987. *Introduction à l'Éducation Extra-Scolaire et à l'Alphabétisation*. Actes du Séminaire Régional UNESCO-CONFÉJES pour l'Afrique Centrale, SOPECAM, Yaoundé.
- TADADJEU, M., GFELLER, E., MBA, G. 1988. *Manuel de formation pour l'enseignement des langues nationales dans les écoles primaires*; Coll. PROPELCA N°32, Université de Yaoundé.
- TADADJEU, M., KAMDEM, J. S. 1997. "Alphabétisation et Développement des journaux en langues nationales", Communication présentée à l'*Atelier Sous-Régional sur les Médias et l'Éducation de base en Afrique* (Yaoundé: 24-28 novembre 1997); Forum Éducation pour Tous, Paris / Bureau sous-régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, Yaoundé.
- TRIEBEL, A. 1997. *Cognitive and Societal Development and Literacy*, DSE, Bonn.
- UNESCO, 1949. *Rapport sommaire de la Conférence internationale de l'Éducation des Adultes*, Elsenør, Danemark, 16-25 juin 1949
- UNESCO, 1990. L'Alphabétisation dans les pays en Développement : Bibliographie Analytique ; *Bulletin du Bureau International d'Éducation* No 254-257, janvier-décembre 1990, Genève.
- UNESCO, 1995. *Les Assises de l'Afrique*; Rapport final, UNESCO, Paris.
- UNESCO, 2000. *Cadre d'Action de Dakar ; l'Éducation pour Tous : Tenir nos engagements collectifs*, Texte final adopté au Forum Mondial sur l'Éducation ; Dakar, Sénégal, 26-28 avril 2000
- World Bank, 1995. *Priorities and Strategies for Education: A World Bank Review*, The World Bank, Washington D.C.